

CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES TRIBUNAUX CAMBODGIENS
DEVANT LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE

DONNÉES RELATIVES AU DÉPÔT :

Dossier n° : 002/19-09-2007-ECCC/TC

Partie déposante : l'équipe de défense de IENG Sary

Déposé devant : la Chambre de première instance

Langue : français, original en anglais

Date du document : 14 février 2011

DONNÉES RELATIVES AU CLASSEMENT

Classement proposé par la partie déposante : PUBLIC

Classement retenu par le Bureau des co-juges d'instruction ou par la Chambre : PUBLIC

Statut du classement :

Révision du classement provisoire retenu :

Nom du fonctionnaire chargé du dossier :

Signature :



**EXCEPTION PRÉLIMINAIRE DE IENG SARY SOULEVÉE EN VERTU DE LA RÈGLE 89 DU
RÈGLEMENT (PRESCRIPTION DES VIOLATIONS GRAVES DES CONVENTIONS DE GÈNÈVE)**

Déposé par :

Les co-avocats

Me ANG Udom

Me Michael G. KARNAVAS

Destinataires :

Les juges de la Chambre de première instance

M. le Juge NIL Nonn

M. le Juge THOU Mony

M. le Juge YA Sokhan

M^{me} la Juge Silvia CARTWRIGHT

M. le Juge Jean-Marc LAVERGNE

M. le Juge suppléant YOU Ottara

M^{me} la Juge suppléante Claudia FENZ

Les co-procureurs

M^{me} CHEA Leang

M. Andrew CAYLEY

Par l'intermédiaire de ses co-avocats (la « Défense »), M. IENG Sary soulève ici conformément à la règle 89 du Règlement intérieur (« le Règlement »), la présente exception préliminaire relative à la compétence des CETC en matière de violations graves des Conventions de Genève (les « violations graves »). Cette démarche se justifie par le fait que la prescription édictée par le Code pénal de 1956 interdit d'appliquer l'article 6 de la Loi relative à la création des CETC (violations graves). La présente exception est soulevée sous réserve du fait qu'elle a été rédigée dans l'abstrait, sans le bénéfice des motifs énoncés par la Chambre préliminaire dans sa décision relative à l'appel de M. IENG Sary contre l'Ordonnance de clôture¹.

I. ARGUMENTATION

1. Les violations graves [des Conventions de Genève] sont prescriptibles aux CETC. En l'espèce, elles sont prescrites, ce qui fait que les CETC ne sont plus compétentes en la matière. L'article 4 de la Loi relative à la création des CETC dit en sa partie pertinente : « On entend par crime de génocide, qui est imprescriptible [...] »². L'article 5 de la dite Loi dispose en sa partie pertinente, ce qui suit : « On entend par crime contre l'humanité, qui est imprescriptible [...] »³. En revanche, l'article 6 de la Loi, qui porte sur les violations graves des Conventions de Genève, ne contient pas cette mise en garde. Ces violations graves ne sont donc pas imprescriptibles.

2. Le Code pénal cambodgien de 1956 édicte un délai de prescription de dix ans des crimes au Cambodge⁴. Il définit le crime comme une infraction passible d'une peine de cinq ans minimum⁵. Le crime de violations graves [des Conventions de Genève] est passible d'une

¹ La motivation fait partie intégrante d'une décision. En l'absence de motivation, la tâche de la Défense a consisté à exercer sa clairvoyance, à tenter de deviner les motifs pour lesquels la Chambre préliminaire avait rejeté les arguments présentés par la Défense dans l'appel de Ieng Sary contre l'Ordonnance de clôture. Dossier *IENG Sary*, 002/19-09-2007-ECCC/OCIJ (PTC 75), *IENG Sary's Appeal against the Closing Order*, 25 octobre 2010, Doc. n° D427/1/6, ERN: 00617486-00617631.

² Non souligné dans l'original.

³ Non souligné dans l'original.

⁴ L'article 109 du Code pénal cambodgien de 1956 dispose en sa partie pertinente ce qui suit : « Ne sont pas punissables les auteurs des crimes commis depuis plus de dix ans [...] ».

⁵ Ibid. L'article 21 dispose en sa partie pertinente ce qui suit : « Les peines criminelles sont : 1° La mort, 2° Les travaux forcés à perpétuité, 3° Les travaux forcés à temps. La peine de mort constitue la peine criminelle du troisième degré. [...] La peine des travaux forcés à perpétuité constitue la peine criminelle du deuxième degré. [...] La peine des travaux forcés à temps constitue la peine criminelle du premier degré ». L'article 32 dispose en sa partie pertinente ce qui suit : « L'exécution de la peine des travaux forcés à perpétuité se poursuit la vie durant du condamné ». L'article 33 dispose en sa partie pertinente ce qui suit : « La peine des travaux forcés à temps est prononcée pour un nombre d'années variant de cinq ans au moins à vingt ans au plus [...] » pour les « peines criminelles du premier degré ».

peine minimale de cinq ans aux CETC⁶. Les violations graves [des Conventions de Genève] doivent être considérées comme un crime. Par conséquent le délai de prescription est de dix ans. Cette période de dix ans a expiré en 1989 pour les crimes qui auraient été commis en 1979.

3. L'article 3 nouveau de la Loi relative à la création des CETC, qui porte sur les crimes au regard du droit national, dispose ceci en sa partie pertinente : « Les délais de prescription de l'action publique, prévus par le Code pénal de 1956 et applicables aux crimes susvisés [...] sont prolongés de trente ans ». Les crimes « susvisés » à l'article 3 nouveau sont uniquement les crimes au regard du droit national. Par conséquent, cette prolongation, à supposer qu'elle s'applique, est expressément exclue pour les violations graves [des Conventions de Genève]. La Chambre de première instance n'est donc pas compétente pour appliquer à M. IENG Sary l'article 6 de la Loi relative à la création des CETC.

4. Le délai de prescription applicable en cas de violations graves [des Conventions de Genève] a expiré et ne peut être prolongé rétroactivement. Cela constituerait une violation de la non-rétroactivité de la loi énoncée dans le Code pénal de 1956⁷, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁸ et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme⁹, qui s'imposent aux CETC conformément à la Constitution cambodgienne¹⁰.

5. Certains pays de droit romano-germanique comme l'ex-Allemagne de l'Ouest¹¹ et la Hongrie¹² ont affirmé que les poursuites fondées sur des prolongations des délais de prescription de l'action publique sont inconstitutionnelles lorsque le délai de prescription initial a expiré. Dans d'autres pays comme aux Pays-Bas, le législateur a aboli les délais de prescription pour les crimes graves, mais il a pris soin de ne pas appliquer rétroactivement les modifications à des infractions déjà prescrites¹³. Au Japon, la Diète a récemment aboli la

⁶ L'article 39 de la loi relative à la création des CETC dispose en sa partie pertinente ce qui suit: « Ceux qui ont commis un des crimes énumérés aux Articles 3 nouveau, 4, 5, 6, [violations graves des Conventions de Genève], 7 et 8 de la présente loi sont condamnés à des peines d'emprisonnement allant de cinq années jusqu'à la réclusion à perpétuité ».

⁷ Voir Code pénal de 1956, art. 6.

⁸ Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 15.1.

⁹ Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 11. 2.

¹⁰ Voir Constitution, art. 31.

¹¹ Voir Martin Clausnitzer, *The Statute of Limitations for Murder in the Federal Republic of Germany*, 29 INT'L & COMP. L.Q. 473, 478-79 (1980) (« Clausnitzer »).

¹² Voir RUTH A. KOK, *STATUTORY LIMITATIONS IN INTERNATIONAL CRIMINAL LAW* 289 (2007) (« Kok »).

¹³ Ibidem, p. 299 à 301.

prescription en cas de meurtre et prolongé les délais de prescription pour un certain nombre d'autres crimes ; la nouvelle loi ne s'applique qu'aux crimes non encore prescrits¹⁴.

6. La Cour suprême des États-Unis, pays dont la Constitution interdit l'application rétroactive de la loi, a dû traiter une question semblable dans l'affaire *Stogner v. California*¹⁵. Dans cette affaire, le requérant, Stogner, avait été condamné en 1998 pour des violences sexuelles sur enfant qui auraient eu lieu entre 1955 et 1973. À l'époque où les crimes auraient été commis, le délai de prescription n'était que de trois ans. Un nouveau délai de prescription adopté en 1993 a autorisé les poursuites alors qu'il y avait déjà prescription à condition que l'action civile soit lancée dans un délai maximum d'un an à compter du moment où la victime avait déposé plainte auprès de la police. La Cour suprême a jugé que le nouveau délai de prescription ne pouvait pas s'appliquer à Stogner. Elle a expliqué qu'il s'agissait non pas de savoir si les violences sexuelles sur enfant constituaient un crime à l'époque pertinente, mais de juger que [TRADUCTION] « [a]près (et non avant) expiration du délai de prescription initial, une partie telle que Stogner n'était passible d'aucune peine ». La nouvelle loi californienne avait donc « aggravé » le crime qu'aurait commis Stogner, ou l'avait rendu « plus grave qu'à l'époque où il aurait été commis » dans la mesure où elle « infligeait un châtement » pour un acte commis dans le passé qui (au moment où la nouvelle loi avait été adoptée) ne déclenchait pas une telle responsabilité »¹⁶. Et de conclure en ces termes :

[TRADUCTION] Tout d'abord la nouvelle loi fait peser la menace d'un type de préjudice que, selon la Cour, la clause sur la non-rétroactivité cherche à éviter. Il y a longtemps déjà, la Cour a fait observer que cette clause protégeait la liberté en empêchant les gouvernements d'adopter des lois assorties d'effets rétroactifs « manifestement *injustes et abusifs* ». Le Juge Learned Hand a par la suite écrit que prolonger les délais de prescription après que l'État a certifié « à quelqu'un qu'il ne pouvait plus être poursuivi [...] semblait injuste et malhonnête à la plupart d'entre nous ». Dans un tel cas, le gouvernement a refusé « d'appliquer ses propres règles ». Il a privé l'accusé d'un « juste avertissement » qui aurait pu l'amener à mettre à l'abri des preuves à décharge¹⁷.

7. Il apparaît qu'aux yeux des États, la suppression ou la modification de la prescription de l'action publique pour des crimes déjà prescrits constitue une violation du principe de non-rétroactivité, à juger par la façon dont ils ont réagi à l'adoption du texte de la Convention de 1968 sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Plusieurs

¹⁴ Voir Shinichi Kwarada, *Japan Abolishes Statute of Limitations on Murder, Extends Others*, ASAHI SHIMBUN, 28 avril 2010.

¹⁵ *Stogner v. California*, 539 U.S. 607 (2003).

¹⁶ *Ibid.*, 613.

¹⁷ *Ibid.*, 611 (citations non reproduites).

États ont considéré qu'une telle convention violerait le principe de non-rétroactivité, en ce que celle-ci devait s'appliquer à ces crimes « quelle que soit la date de leur commission »¹⁸. C'est pour cette raison que la Convention n'a été ratifiée que par un nombre limité d'États¹⁹. Les Pays-Bas, par exemple, ont refusé de la ratifier précisément pour cette raison,²⁰ et le Mexique et le Pérou ne l'ont ratifiée qu'après l'avoir assortie de réserves disant que la Convention ne s'appliquerait pas aux crimes commis avant son entrée en vigueur²¹. Le Cambodge n'a ni signé, ni ratifié la Convention.

8. La France, qui a servi de modèle au système juridique cambodgien, fait la distinction entre les violations graves [des Conventions de Genève], qui ne sont pas imprescriptibles, et les crimes contre l'humanité, qui le sont. Elle a défendu énergiquement sa loi sur la prescription des crimes de guerre, pour autant qu'il ne s'agisse pas de crimes contre l'humanité. Dans l'affaire *Barbie*, la Cour de Cassation a jugé en ces termes :

[Qu]'après la cessation de ces hostilités, il est nécessaire que le temps estompe les éventuelles exactions commises pendant la durée du conflit armé, même si elles l'ont été en violation des lois et coutumes de la guerre ou sans avoir été justifiées par les exigences militaires, dès lors qu'elles ne sont pas de nature à revêtir la qualification de crimes contre l'humanité. [Qu'] Aucun principe de droit ayant une autorité supérieure à celle de la loi française ne permet de déclarer imprescriptibles les crimes de guerre [...]²².

La France, comme le Cambodge, n'a jamais été partie à la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. La Loi relative à la création des CETC, qui dit explicitement que les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles, mais qui ne mentionne pas expressément cette disposition dans le cas des violations graves [des Conventions de Genève], a manifestement été rédigée sur le modèle français qui établit une distinction entre ces crimes.

9. Le principe de l'interprétation stricte exige que lorsqu'une loi est claire, elle soit appliquée telle qu'elle a été rédigée. Les articles 4 et 5 de la Loi relative à la création des CETC comportent tous deux expressément les mots « qui est imprescriptible » ; ce n'est pas le cas de l'article 6. Il s'ensuit que l'article 6 prévoit la prescription, puisqu'il y avait

¹⁸ Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, adoptée par la résolution 2391 (XXIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies, annexe, Documents officiels de l'Assemblée générale, 23^e session, Suppl. n° 18, p. 40, portant la cote A/7218 (1968), (art. 1).

¹⁹ Voir Christine Van den Wyngaert & John Dugard, *Non-Applicability of Statute of Limitations*, in THE ROME STATUTE OF THE INTERNATIONAL CRIMINAL COURT: A COMMENTARY VOL. 1 874-75 (2002).

²⁰ Voir Alper Cinar & Sander van Niekerk, *Implementation of the Rome Statute in the Netherlands*, p. 6.

²¹ Voir KOK, p. 299.

²² Affaire *Barbie*, France, Cour de cassation, arrêt du 20 décembre 1985. Jurisclasseur périodique 1986, n° 20655; Bulletin Criminel, 1985, 1038 à 1055.

prescription pour tous les crimes commis au Cambodge à l'époque pertinente en application du Code pénal de 1956. Si la Chambre de première instance décide qu'il existe dans la loi une quelconque ambiguïté, celle-ci doit être tirée au clair dans un sens favorable à l'accusé²³, conformément au principe selon lequel le doute profite à l'accusé, comme le prévoit l'article 38 de la Constitution cambodgienne.

II. MESURE DEMANDÉE

C'est pourquoi la Défense prie la Chambre de première instance de DIRE que la prescription édictée par le Code pénal cambodgien de 1956 interdit aux CETC d'appliquer l'article 6 de la Loi relative à la création des CETC.

[Sceau]

[Signé]

[Signé]

ANG Udom

Michael G. KARNAVAS

Co-avocats de M. IENG Sary

Fait à Phnom Penh (Royaume du Cambodge), le 14 février 2011.

²³ [TRADUCTION] « Le pouvoir de définir les crimes appartient au législateur et non aux tribunaux. Toute ambiguïté quant au sens d'une disposition législative doit, par interprétation stricte, être tirée au clair en faveur de l'accusé ». MACHTELD BOOT, *NULLUM CRIMEN SINE LEGE AND THE SUBJECT MATTER JURISDICTION OF THE INTERNATIONAL CRIMINAL COURT* 122 (Intersentia 2002).